

Face à la baisse des audiences, la faîtière RRR estime nécessaire de prolonger la diffusion FM au-delà de 2026. Le sujet occupe aussi le monde politique

Radios régionales en alerte DAB

Médias ► La RTS a perdu près d'un quart de ses auditeurs au premier semestre 2025 à la suite de l'arrêt de la diffusion en FM à la fin 2024, selon les chiffres publiés jeudi par Mediapulse. Pour les Radios régionales romandes (RRR), cette baisse confirme la nécessité de prolonger la diffusion FM au-delà de 2026.

Certes, les radios régionales ont gagné des auditeurs (+13,4%) pendant que les stations de la RTS – La Première (-19,3%), Espace 2 (-48,6%), Couleur 3 (-45,5%) – accusaient des pertes. Une partie des auditeurs se sont toutefois tournés vers les radios françaises (+15,9%), indiquent les RRR dans un communiqué.

Prolonger la FM

Pour les radios privées helvétiques, le clap de fin de la FM est prévu pour fin 2026. Or, au vu de la chute d'audience enregistrée par la RTS, «la survie de plusieurs radios régionales dépend directement de la poursuite de la diffusion FM durant quelques années», plaignent les RRR.

Et de détailler que ce délai permettrait une évolution naturelle de l'auditoire dans trois domaines: le nombre d'automobiles équipées en DAB+, l'équipement des ménages et la transition de plus en plus rapide des stations étrangères voisines de la Suisse vers le DAB+. Une prolongation de la FM ne coûterait rien aux contribuables ni à la Confédération, rappellent les radios régionales romandes.

Evolution «conforme aux prévisions»

Par rapport à la même période l'année dernière, les stations radio de la SSR ont perdu 6% de part de marché, une évolution «conforme aux prévisions» et



Pour les radios privées helvétiques, le clap de fin de la FM est prévu pour fin 2026. KEYSTONE PHOTO-PRÉTEXTE

aux chiffres trimestriels publiés exceptionnellement par la SSR en avril, indique cette dernière dans un communiqué. Et de rappeler que les radios de la SSR continuent d'afficher les plus fortes parts de marché (53%) dans toutes les régions linguistiques.

Le recul de la pénétration nette des radios de la SSR diffère selon les régions linguistiques. La perte est moins brutale en Suisse alémanique, où la SRF a enregistré une baisse de 18%.

La perte est moins brutale en Suisse alémanique

La Suisse romande et italo-phone sont davantage touchées avec une chute de 23% pour les stations de la RTS et de 27% pour celles de RSI. La pénétration nette mesure combien de personnes entrent en contact au moins une fois par jour avec une offre radio donnée.

Motion au parlement

Le pendant alémanique des RRR, l'Association des radios privées suisses (ASRP), demande également un report de

l'arrêt de la FM. Le sujet occupe aussi le monde politique.

Au début du mois, la commission compétente du National a déposé de justesse une motion qui demande au Conseil fédéral de renoncer à la désactivation à fin 2026. A la place, le gouvernement doit prolonger les concessions FM actuelles ou lancer un nouvel appel d'offres pour l'attribution des concessions FM à partir du 1^{er} janvier 2027. Le parlement doit encore se prononcer. **ATS**

La rue de Carouge martyrisée par les travaux de rénovation

Reportage Arrachage de rails, pose de canalisations, plongée dans le dur du chantier, de la rue Blanche au rond-point de Plainpalais. Les commerçants demandent une compensation.

Marc Bretton

Si vous aimez le génie civil en action, vous ne devez pas rater la rue de Carouge. L'artère est en chantier du rond-point de Plainpalais à la rue Blanche. On n'avait pas vu un tel bazar en milieu urbain depuis la pose des rails de la ligne Moillesulaz-Annenasse à Gaillard en 2019. À l'évidence, la rue est dans le dur d'une transformation lourde, qui devrait durer jusqu'en février 2026.

Les travaux du tram ont commencé le 28 juin. Ils se poursuivront jusqu'au 18 août, affirment les TPG dans un récent communiqué. Il s'agit de changer les rails, d'installer des tampons antivibrations, de reconstruire les quais, de préparer la végétalisation de certains tronçons. Ailleurs, au boulevard du Pont-d'Arve, on raccorde des canalisations, tandis que, place des Augustins, on se prépare à poser des conduites de chauffage à distance. Pour ces travaux-là, la fin est prévue courant septembre.

Le spectacle est dans la rue

Le spectacle est dans la rue. Bzzzz, gniii, boum, crac! C'est une vraie symphonie de musique contemporaine. On casse, on broie, on roule de tous côtés. Au numéro 57, l'Optical Center a flairé le filon. «Trop de bruit?» questionne son affiche posée sur le trottoir: «Découvrez nos bouchoirs d'oreilles.»

La vue est sollicitée aussi: nuages de poussière, ballet des machines colorées, godets de pelleteuses qui empilent délicatement des plaques de béton carrées comme du chocolat. Sur les trottoirs, les piétons font ce qu'ils peuvent pour avancer quand même: vu les obstacles, traverser la rue n'est plus si simple.

Les commerces vivent des situations variées, s'ils sont plus ou moins proches des passages



venues plus longues et donc plus risquées.

Dans la rue, on enregistre de petits inconvénients. L'eau a été coupée ici; là, il y a eu une évacuation en raison d'une fuite de gaz potentielle...

Plongée du chiffre d'affaires

«Pois chiche, lait de coco, riz, aubergine sauvage», c'est le menu du jour aux Recyclables. La patronne de cet original restaurant-librairie a le sourire et le blues. «Je suis tout à fait favorable au changement de la rue. Je pense que ce sera une réussite, explique Patricia Coelho Damazio. Mais concrètement c'est compliqué. Depuis mai, notre chiffre d'affaires a perdu 60 à 70%. J'ai dû supprimer un poste et demi. On ne va pas tenir encore deux ans.»

Écho identique à La Sportive, quelques dizaines de mètres plus loin, qui a perdu sa terrasse et la moitié de son chiffre d'affaires: «À ce stade, c'est simple, soupire Loreine Bourban, patronne depuis quarante ans du mythique établissement. Soit on diminue nos horaires, soit on licencie. Mais cela fait vingt ans que je travaille avec mes employés, alors ça fait mal au cœur.»

Nouvelle pétition

Les commerçants ont lancé une nouvelle pétition. Elle réclame la mise en place d'aides ou de compensation, l'accès aux mesures de réduction des horaires de travail, la suspension des taxes, etc. Elle rejoindra d'autres textes du même genre qui ont été traités ou attendent de l'être au Conseil municipal de la Ville.

«On a 264 commerces dans cette rue, admet Loreine Bourban. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que personne n'a vraiment compris l'impact des travaux quand ils ont été annoncés.» La création d'une association des commerçants de la rue serait aussi à l'ordre du jour.



Olivier Mermillod, patron d'Au fil de l'eau à la rue des Battoirs, et son employé Thibault Borger. Marc Bretton



Patricia Coelho Damazio, responsable des Recyclables à la rue de Carouge. Marc Bretton

traversants. Au numéro 13, à la pharmacie Amavita, Christophe Boymond, son gérant, constate une baisse de la clientèle, mais rien de frappant. En face, la Librairie du Boulevard, qui s'appuie sur une clientèle d'habitues, n'a rien vu de spécial non plus. Si ce n'est que les romans

en anglais ne se vendent plus, signe d'un évitement des lieux par les touristes.

Petits et grands ennuis

À l'autre bout, rue des Battoirs en face de la place des Augustins, c'est plus compliqué. Chez Au fil de l'eau, «dernier maga-

sin de pêche en ville», souligne son patron, on s'interroge sur le sort de la rue des Battoirs, devenue impraticable. «On nous avait pourtant dit qu'elle resterait ouverte», commente Olivier Mermillod. Sous le soleil d'été, les livraisons d'appâts vivants à accrocher aux hameçons sont de-

Les Etats-Unis, ce marché incontournable

GUERRE COMMERCIALE Taille, pouvoir d'achat, réglementation... Les atouts du marché américain ne se démentent pas malgré les droits de douane. Depuis quatre ans, les Etats-Unis sont la première destination des exportations suisses

LASSILA KARUTA, ZURICH,
ET ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

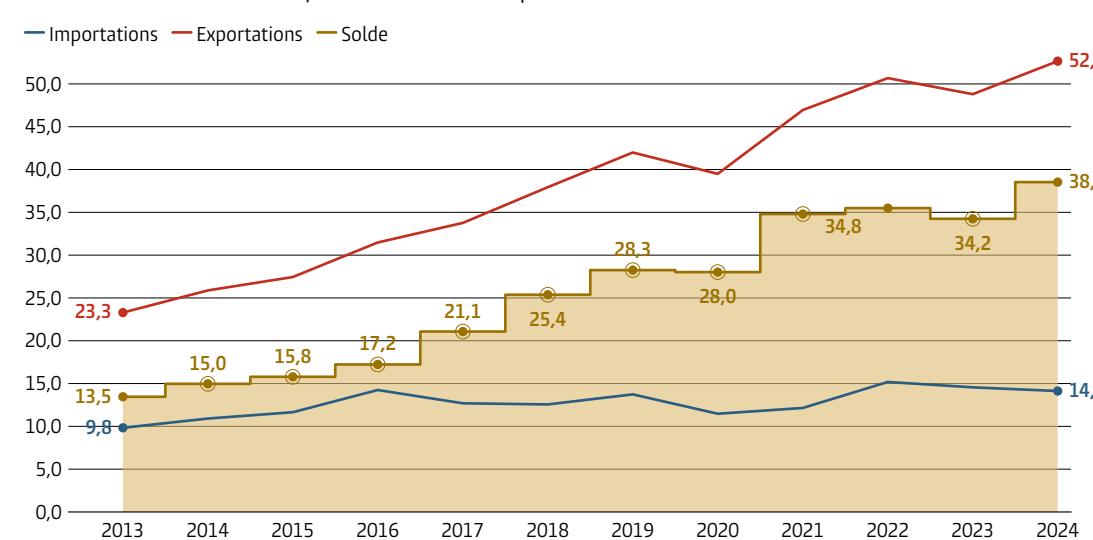
Si Donald Trump entend taxer les produits étrangers, pourquoi ne pas simplement exporter ailleurs? Une question qui paraît évidente depuis le 2 avril et le fameux «Liberation Day». La réponse en revanche est loin d'être simple. Les Etats-Unis sont devenus un marché essentiel pour de nombreux pays exportateurs, et c'est particulièrement vrai en Suisse. Depuis 2021, ils représentent la première destination des exportations helvétiques, devant l'Allemagne.

L'an passé, les envois suisses de biens vers les Etats-Unis se sont élevés à 52,7 milliards de francs contre 41,6 milliards vers l'Allemagne (sans l'or en barre, les métaux précieux et les œuvres d'art), selon les chiffres de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières. Soit 18,6% du total (14,7% pour l'Allemagne). Ces dernières années, les exportations vers les Etats-Unis n'ont cessé d'augmenter, doublant en une décennie (elles étaient de 25,9 milliards en 2014).

Si les échanges avec l'Union européenne dans son ensemble sont plus importants qu'avec les Etats-Unis, le pays de l'Oncle Sam reste un marché de choix. «Même s'il existe une forme d'unité au niveau de l'Union européenne (UE), chaque pays est un marché différent. Les défis logistiques varient de l'un à l'autre, souligne Mélusine Perrier, conseillère Amériques chez Switzerland Global Enterprise – organisation officielle chargée par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) de la promotion des exportations et de la place économique. Aux Etats-Unis on peut par exemple trouver un distributeur qui va couvrir plusieurs Etats, ou une grande région comme la côte Est, et obtenir les autorisations pour l'ensemble du territoire. En Europe, les entreprises avec qui nous travaillons vont choisir d'aller spécifiquement dans un pays.»

DES ÉCHANGES PROFITABLES À LA SUISSE

Balance commerciale helvétique avec les Etats-Unis pour les biens, en milliards de francs*



*Sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités
Graphique: Etienne Meyer-Vacherand | Source: Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

Unité de la langue, des réglementations, des réseaux de distribution... Autant d'arguments qui font que le marché américain reste attractif. «Depuis l'annonce des droits de douane, beaucoup d'entreprises retardent leur projet de se développer aux Etats-Unis, sans y renoncer complètement. Certaines entreprises déjà implantées ont envoyé énormément de stock sur place en attendant de voir ce qui va se passer.» Un mouvement qui s'observe dans les chiffres de ce début d'année.

Une croissance importante attendue

En mars, les exportations helvétiques vers les Etats-Unis ont bondi à 10 milliards de francs (+14,1% comparées à mars 2024), en prévision de la décision de Donald Trump. En mai, elles reculaient de 30,9% en variation annuelle et de 41,8% par rapport au mois précédent. «Il faut également souligner que les Etats-Unis sont un marché avec de nombreux débouchés pour les pro-

duits pour lesquels la Suisse est connue: la microprecision, les machines, la medtech...» ajoute Mélusine Perrier.

«Les Américains ont en moyenne un pouvoir d'achat beaucoup plus important que les Européens ou les Chinois»

RAHUL SAHGAL, DIRECTEUR DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE-ÉTATS-UNIS

Nonobstant le vent de protectionnisme qui souffle en provenance des Etats-Unis, trouver des débouchés alternatifs à la première puissance économique mondiale n'est pas aisés. «Malgré toutes les incertitudes qui prévalent, les Etats-Unis devraient

enregistrer cette année la croissance la plus importante parmi les pays développés», rappelle Rahul Sahgal, le directeur de la Chambre de commerce Suisse-États-Unis.

Selon les prévisions de différents instituts, la hausse du produit intérieur brut des Etats-Unis devrait s'inscrire entre 1,4% et 1,8% en 2025. C'est un net ralentissement par rapport à 2024 (2,8%) mais bien davantage que la progression anticipée du PIB de l'Union européenne (0,9%). Le FMI a aussi réduit sa prévision de croissance pour la Chine en 2025 à 4%, contre 4,6% précédemment, en raison de facteurs tels que les tensions commerciales et les incertitudes économiques.

«Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les Américains ont en moyenne un pouvoir d'achat beaucoup plus important que les Européens ou les Chinois. Cela augmente le potentiel de développement des entreprises», ajoute l'ancien diplomate. Le PIB moyen par habitant aux Etats-Unis (environ 80 000 euros) est

en effet le double de celui dans l'Union européenne (environ 40 000 euros).

De l'autre côté de l'Atlantique, il y a en outre moins de réglementations par rapport au Vieux continent ou à la Chine. Les coûts énergétiques, moins élevés aux Etats-Unis, sont des éléments qui pèsent aussi lorsqu'il s'agit de s'implanter dans un pays, note la Chambre de commerce suisse-américaine.

Un marché central pour la pharma

Un secteur en particulier compte sur le marché américain: celui de l'industrie pharmaceutique helvétique qui pèse pour environ 60% des exportations vers les Etats-Unis (en excluant l'or et les métaux précieux). En 2024, un tiers des produits expédiés – en termes de valeur – par les entreprises suisses du domaine traversait l'Atlantique. «Le marché américain de la pharma représente la moitié du marché mondial. Ce n'est pas uniquement une question de quantité mais aussi de prix, qui récompensent l'innovation de manière plus juste que les prix européens, souligne Stephan Mumenthaler,

directeur de Scienceindustries, faîtière du secteur.

Donald

Trump

estime que les Etats-Unis paient pour l'innovation pharmaceutique dont les autres pays bénéficient.» L'industrie suisse bénéficie également d'un accord de reconnaissance sur les bonnes pratiques de fabrication des médicaments avec les Etats-Unis, en vigueur depuis juillet 2023.

Les produits pharmaceutiques restent exemptés de droits de douane, mais le président américain a régulièrement réaffirmé son intention de viser ce secteur spécifiquement pour favoriser la production sur le sol américain.

«La Suisse est déjà très présente aux Etats-Unis, c'est le sixième investisseur étranger. Nous souhaitons en faire plus, d'où les annonces d'entreprises comme Roche et Novartis, rappelle Ste-

phan Mumenthaler. Ces déci-

sions ne sont pas uniquement liées à la position de Donald Trump, elles sont antérieures et avaient déjà du sens.» Cependant, le locataire de la Maison-Blanche a annoncé sa volonté d'obtenir «les prix les plus bas au monde» sur les médicaments. Des déclarations qui ont poussé Roche à déclarer qu'une telle politique pourrait remettre en cause les 50 milliards d'investissements sur cinq ans annoncés en avril.

Mais que ce soit aux Etats-Unis, ou ailleurs, l'industrie pharmaceutique ne peut pas déplacer ou créer une usine en un claquement de doigts, notamment du fait des importantes contraintes réglementaires qui encadrent le secteur. «La pharma est l'une des branches les plus mondialisées, les grandes entreprises sont présentes partout, souligne Stephan Mumenthaler. Ce qui coûte cher dans ce secteur, c'est l'innovation. Lorsque vous avez un nouveau médicament, vous n'avez aucune raison de ne pas le vendre dans un maximum de pays.»

Davantage de coopération avec l'Europe

Les Etats-Unis sont et resteront un débouché clé pour la Suisse pour un moment. Pour faciliter une certaine diversification, les entreprises helvétiques aimeraient cependant que la Confédération signe davantage d'accords de libre-échange, d'après une étude d'UBS publiée en mai et menée auprès de 800 sociétés pour comprendre l'impact des tarifs douaniers américains.

Les firmes plébiscitent en outre le renforcement de la coopération avec les pays du Vieux-Continent, notamment au niveau du développement des technologies clés. Les importants investissements prévus entre autres en Allemagne au niveau des infrastructures, des énergies renouvelables et de l'armement pourraient en effet donner un coup de fouet à l'Europe dans son ensemble à partir de 2026. ■

Le cuivre devient un nouvel enjeu de sécurité nationale pour Donald Trump

MATIÈRES PREMIÈRES C'est un nouveau secteur que le président américain entend taxer à hauteur de 50% dès le 1er août. Aux Etats-Unis, les prix du métal ont atteint des records

Encore une fois, c'est sur son réseau Truth Social que Donald Trump a confirmé que des droits de douane à hauteur de 50% s'appliqueront sur le cuivre à partir du 1er août. «Le cuivre est le deuxième matériau le plus utilisé par le Ministère de la défense! Pourquoi nos «dirigeants» stupides (et endormis!) ont-ils décimé cette importante industrie? Ce tarif de 50% inversera le comportement irréfléchi et la stupidité de l'administration Biden», a affirmé le président américain dans son message publié mercredi. La veille, il avait déjà évoqué cette idée lors d'échanges avec des journalistes sans préciser de date.

Pour justifier cette décision, Donald Trump évoque «une solide évaluation de la sécurité nationale». Depuis le début de son

second mandat, plusieurs enquêtes en vertu de l'article 232 du Trade Expansion Act de 1962 ont été lancées pour déterminer si certaines importations menaçaient la sécurité des Etats-Unis. Une investigation de ce type avait déjà servi pour justifier les taxes imposées à l'aluminium et à l'acier. D'autres procédures de ce genre sont en cours notamment sur le cuivre, le bois, les semi-conducteurs, les produits pharmaceutiques et leurs ingrédients, les minéraux critiques ou encore les produits aéronautiques. Mardi, il indiquait envisager des taxes de 200% visant la pharma.

Le cuivre est un des métaux essentiels à la transition énergétique. Moins médiatisé que des métaux comme le lithium ou le cobalt, il joue aussi un rôle crucial. L'Agence internationale de l'énergie estimait en mai que la production serait inférieure de 30% aux besoins mondiaux d'ici à 2035 si aucune mesure n'était prise.

Actuellement, le cuivre américain pèse pour 5% de la production mondiale. Selon

les chiffres de l'US Geological Survey, une agence du Département de l'intérieur, en 2024, les Etats-Unis ont importé 810 000 tonnes de cuivre raffiné, soit environ la moitié de leur consommation. Mais la mise en place de ces taxes douanières ne devrait pas pousser à la hausse la production américaine, notamment du fait du temps nécessaire pour ouvrir de nouvelles mines. «En 2024, la production [d'acier, ndlr] de l'industrie sidérurgique américaine était inférieure de 1% à celle de 2017, avant l'introduction de la première série de droits de douane par Trump [en 2018, ndlr], tandis que celle de l'industrie de l'aluminium a diminué de près de 10%», relève Ewa Manthey, spécialiste des matières premières pour la banque ING, dans une note publiée le 9 juillet.

En réaction à la première déclaration de Donald Trump mardi, les autorités chiliennes indiquaient attendre une communication officielle du gouvernement américain mercredi. Le pays extrait actuel-

lement quasiment un quart du cuivre à l'échelle mondiale et 65% du cuivre raffiné importé par les Etats-Unis est chilien. Mais actuellement, c'est la Chine qui domine le secteur du raffinage avec 40% de la production mondiale.

Distorsion des prix

Ces droits de douane devraient aussi toucher l'économie américaine. «Les produits contenant du cuivre représentent environ 3% de l'indice des prix à la consommation (CPI) américain. Les industries qui dépendent du cuivre, telles que l'électronique et la construction, pourraient voir leurs coûts augmenter de 10 à 15%. Comme ces derniers représentent 3% des dépenses des consommateurs américains, le regain inflationniste pourrait être de 0,3 point, ce qui conforterait un retour de l'inflation américaine plus proche des 3%,» soulignent les analystes de la banque ODDO BHF.

Après les déclarations de Donald Trump mardi, les prix des contrats à terme sur le

cuivre ont bondi de près de 17% au Comex (bourse de New York spécialisée dans l'énergie et les métaux) pour atteindre un record, à 5,73 dollars par livre. Depuis le début de l'année, les prix ont augmenté de près de 40% aux Etats-Unis, provoquant un afflux de ce métal vers le pays en anticipation des tarifs douaniers. A l'inverse, les prix du cuivre baissaient à Londres et Shanghaï.

Une telle distorsion des tarifs entre les différents marchés est rare. A court terme, ces mesures douanières sont vues comme un facteur baissier pour les prix du métal. Les excédents de cuivre raffiné transférés aux Etats-Unis devraient permettre de couvrir les besoins ordinaires importés jusqu'à la fin de l'année, selon les analystes de Morgan Stanley, et donc faire chuter la demande. Se pose également la question de savoir si tous les pays seront touchés de manière uniforme par ces droits de douane, et s'ils concerneront le cuivre sous toutes ses formes. ■ É. M.-V.

Frustration in Tokio und Seoul

Japan und Südkorea versuchen Präsident Trump doch noch Zugeständnisse bei den Handelszöllen abzuringen



Fahrzeuge warten im Hafen von Yokohama auf die Verschiffung. Der von US-Präsident Donald Trump angedrohte Zoll von 25 Prozent trüfe die Autonationen Japan und Südkorea hart.

GETTY

MARTIN KÖLLING, TOKIO

Die grössten Auslandsinvestoren in den USA zu sein, zahlt sich für Japan und Südkorea bis jetzt nicht aus. Obwohl Unternehmen aus beiden Ländern seit Jahren in den USA produzieren und noch mehr Kooperation zugesagt haben, hat US-Präsident Donald Trump seine beiden ostasiatischen Verbündeten Anfang der Woche mit einem Einfuhrzoll von 25 Prozent belegt, zahlbar ab dem 1. August.

Bis Ende des Monats wollen beide Länder Trump doch noch von einer Verringerung der Zölle überzeugen. Ihre Strategie: sich im Bereich Hightech als wichtige Partner zu positionieren und so der USA bei der Reindustrialisierung zu helfen. Südkoreas Industrieministerium versprach Reformen im Inland, um amerikanische Importe zu erleichtern. Gleichzeitig kündigte das Ministe-

rium an, «die bilaterale Partnerschaft zur Renaissance des verarbeitenden Gewerbes zu fördern».

Ein Scheitern dieser Ansätze wäre ein Alarmzeichen für andere Länder, die auf Verhandlungen zum beiderseitigen Nutzen setzen. Mehr noch: Die wachsende Frustration über die US-Regierung bei den beiden treuesten Verbündeten in Ostasien könnte die Risse im Allianzgefüge der USA verstärken und Trumps Anti-China-Strategie schwächen.

Vom Vorreiter zum Nachzügler

Besonders stark ist dies im Fall Japans zu spüren, das länger als jedes andere Land mit den USA verhandelt hat. «Die jüngste Zollüberraschung wird in Japan gefasst, aber mit wachsender Empörung aufgenommen», so urteilt James Brady, Ostasien-Experte des amerikanischen Strategieberaters Teneo Intelli-

gence. Dabei begannen die Verhandlungen hoffnungsvoll.

Japans Ministerpräsident Shigeru Ishiba war im Februar als erster Regierungschef eines grossen Industrielandes bei Trump zu Gast. Im Gepäck hatte er Vorschläge, wie Japan den USA bei der Reindustrialisierung helfen könnte. Dazu gehörten nicht nur Investitionen japanischer Unternehmen in Fabriken und Kooperationen in vielen wichtigen Industriezweigen. Er stellte Trump sogar in Aussicht, sich mit hohen Summen an einem umstrittenen Pipeline-Projekt in den USA zu beteiligen.

Südkorea ging ähnlich vor: Neben der Autoindustrie kündigten auch Speicherchip- und Batteriehersteller hohe Investitionen in den USA an. Ein weiterer Punkt ist die angebotene Hilfe beim Aufbau der amerikanischen Schiffss industrie. Südkorea ist nach China der zweitgrösste Schiffsbauer der Welt.

Südkorea setzt auf eine Paketlösung inklusive verteidigungspolitischer Zusammenarbeit. Japan will diese hingegen von den Zollverhandlungen trennen. Doch Japans Ansatz hat bis jetzt wenig Erfolg. Der erste Schreck kam mit Trumps erster Zollrunde im April. Er drohte Japan nicht nur mit einem Zoll von 24 Prozent, sondern legte auch einen Zoll von 25 Prozent auf Importe von Autos und Bauteilen fest. Besonders der Autozoll droht die Autonationen Japan und Südkorea hart zu treffen.

Die Regierungen beider Staaten haben es daher zu ihrem obersten Anliegen gemacht, die Autozölle wegzuverhandeln oder wenigstens zu senken. Doch bis heute zeigt sich Trump bei diesem Punkt unnachgiebig.

Innenpolitische Hindernisse

Ein Grund dafür ist, dass beide Länder die ursprüngliche Frist für einen Deal, den 9. Juli, nicht einhalten konnten. Japans Regierung kann sich vor den Oberhauswahlen am 20. Juli kaum Zugeständnisse an die USA erlauben, vor allem nicht, wenn es um mehr Einfuhren von Reis und anderen Lebensmitteln aus den USA geht. Die Regierungskoalition befürchtet, sonst auch im Oberhaus ihre Mehrheit zu verlieren. Im Unterhaus führt Ishiba bereits eine Minderheitsregierung.

Südkorea hatte gar keine Chance, die Frist einzuhalten. Das Land hatte nach der Amtsenthebung des Präsidenten Yoon Suk Yeol bis zur Präsidenten Neuwahl im Mai nur eine Interimsregierung. Der Druck, ein Abkommen im Eiltempo auszuhandeln, lastet nun auf dem neuen Präsidenten Lee Jae Myung.

Trump zeigte kein Verständnis für die innenpolitischen Probleme seiner Partner. Beide Länder erhielten Anfang dieser Woche einen Brief. Darin wies Trump darauf hin, dass die Beziehung «leider weit von Gegenseitigkeit entfernt» sei,

sprich beide Länder einen hohen Handelsbilanzüberschuss hätten. Er ergänzte, dass der Zoll von 25 Prozent «weit hinter dem zurückbleibt, was erforderlich ist, um unser Ungleichgewicht beim Handelsbilanzdefizit zu beseitigen».

Der Regierungschef Ishiba reagierte ähnlich massvoll wie die südkoreanische Regierung auf die Zölle. Er nannte sie «wirklich bedauerlich», sagte aber, dass es Fortschritte bei den Verhandlungen

gebe, die Trump von höheren Zöllen abgehalten hätten. Er kündigte eine Fortsetzung der Gespräche an, betonte aber: Japan werde keinem überstürzten Abkommen zustimmen, das wichtige nationale Interessen verletzen würde – vor allem im Automobil- und Agrarsektor.

Dabei wird er von der Industrie unterstützt. Takashi Imamura, ein Vorstand des grossen Handelshauses Marubeni, erklärte jetzt: «Wir sollten die Diskussionen fortsetzen.» Imamura, der von 2008 bis Trumps Amtsantritt 2017 das US-Büro von Marubeni geleitet hatte, sieht noch Raum für Kompromisse. «Trump mag Deals», sagt der Amerika-Experte. «Seine Bilanz zeigt, dass er Verhandlungen immer wieder verlängert.»

Imamura schlägt vor, mit der Erfahrung und dem Beitrag japanischer Unternehmen für den Aufbau von Produktionsstätten zu argumentieren. Es gibt für ihn auch ein Hoffnungssignal: Trump befürwortete letztlich den Kauf von US Steel durch Nippon Steel, nachdem er ihn im Vorjahr noch vehement abgelehnt hatte.

Risiko für Anti-China-Kurs

Noch herrscht Hoffnung in Ostasien, Trump zu Zugeständnissen bewegen zu können. Aber das Vertrauen in die USA scheint nachhaltig erschüttert, mit möglichen geopolitischen Folgen. So basiert die Verteidigungspolitik von Japan und Südkorea auf dem Bündnis mit den USA.

Doch Trumps «Kunst des Verhandelns» erzürnt jetzt selbst überzeugte Amerika-Freunde. Einer ist der frühere japanische Verteidigungsminister und jetzige Politikchef der regierenden Liberaldemokratischen Partei, Onodera Itsunori. Er bezeichnete Trumps Brief als «völlig inakzeptabel» und kritisierte die Art der Übermittlung als «extrem respektlos gegenüber einem Verbündeten».

Der Ostasien-Experte James Brady sieht Japan daher in einem «wachsenden strategischen Dilemma». Es gebe keinen Plan B zur Allianz mit den USA. «Hinter den Kulissen könnten die politischen Entscheidungsträger jedoch zu dem Schluss kommen, dass die USA selbst zunehmend die grösste Quelle externer Risiken für Japans wirtschaftliche und diplomatische Interessen sind», mahnt Brady. Das könnte eine Neukalibrierung von Japans Strategien im geopolitischen Risikomanagement auslösen.

Virage historique, la population active des pays riches a commencé à décroître

Pour la première fois de l'histoire récente, le nombre de personnes en âge de travailler dans les pays riches de l'OCDE a commencé à décroître. Cette tendance appelée à se poursuivre provoque des pénuries de main-d'oeuvre.



Les jeunes actifs vont être pris en étau entre subvenir à leurs propres besoins et le financement des retraites.
(Shutterstock)

Par **Richard Hiault**

Publié le 10 juil. 2025 à 17:12 | Mis à jour le 10 juil. 2025 à 17:20

C'est un tournant historique. Dans la plupart des pays riches de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la population des personnes en âge de travailler - entre 20 et 64 ans - a cessé de croître. Pour l'ensemble des pays, l'OCDE l'estime à 820,5 millions en 2024. Cette année, le chiffre devrait s'établir à 820,2 millions.

Dans le préambule du **rapport sur les perspectives de l'emploi**, publié ce mercredi, Stefano Scarpetta, le chef de la direction de l'emploi et des affaires sociales de l'organisation, prédit : « A l'heure où les baby-boomeurs quittent le marché du travail, la population d'âge actif des pays de l'OCDE commence déjà à diminuer, et cette tendance devrait se poursuivre jusqu'en 2060. »

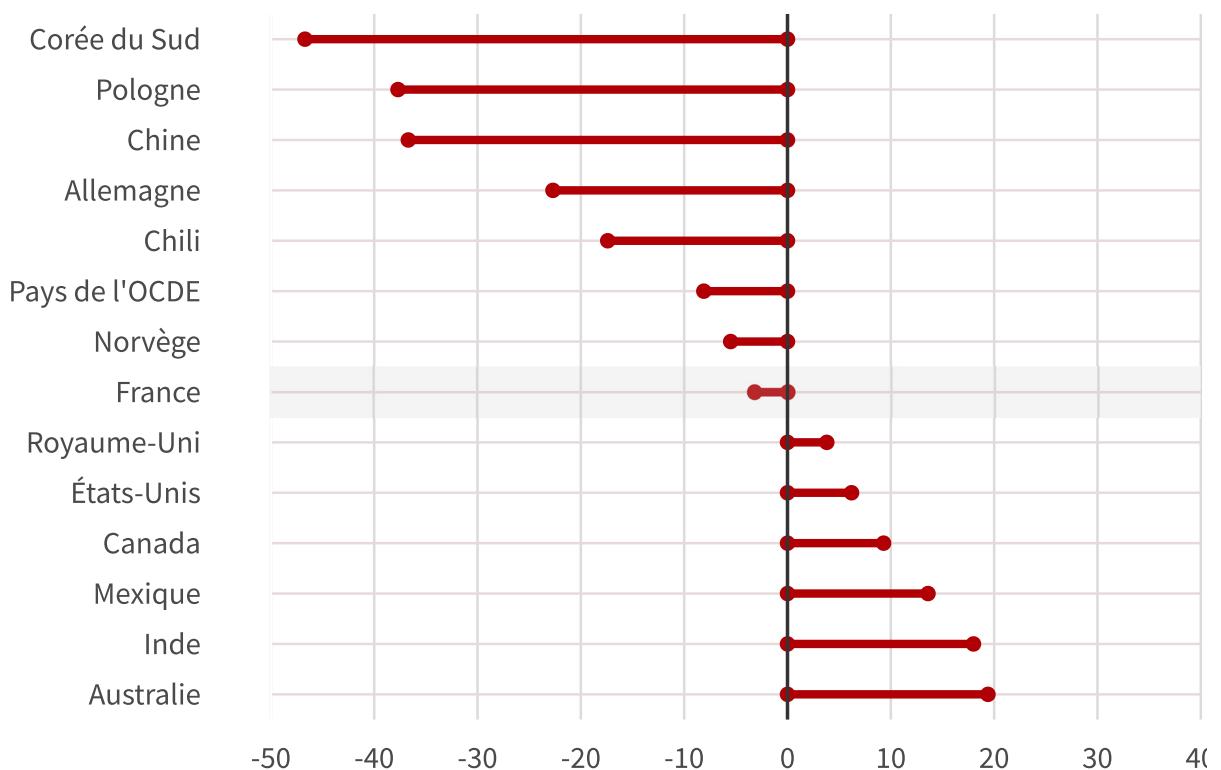
Scénario intenable

« D'ici à 2060, la population d'âge actif aura baissé de 8 % dans la zone OCDE et les dépenses publiques annuelles allouées aux retraites et à la santé augmenteront de 3 points de PIB », a souligné, dans un communiqué, le secrétaire général de l'OCDE, Mathias Cormann.

« La main-d'œuvre potentielle va chuter non seulement dans la majorité des pays d'Europe, mais aussi dans de nombreuses économies asiatiques, notamment au Japon et en Corée », avance encore Stefano Scarpetta.

La population active à horizon 2060 dans le monde

Variation de la population d'âge actif (personnes de 20 à 64 ans) entre 2023 et 2060 dans une sélection de pays, en %



SOURCES : OCDE, ONU

Pour faire simple, la population vieillit et les jeunes ne font plus d'enfants. L'effet est redoutable. Rapportées à la population active, les personnes âgées de plus de 65 ans vont peser de plus en plus. Le ratio s'est envolé et restera orienté à la hausse à l'avenir. Selon les prévisions des Nations unies, le taux de dépendance des personnes âgées atteindra 52 % en 2060, soit près de trois fois plus qu'en 1980.

« Cela signifie que, dans le pays de l'OCDE, chaque personne en âge de travailler devra subvenir à ses besoins tout en contribuant à hauteur de 50 % au revenu d'une personne âgée à la retraite, voire à hauteur de plus de 70 % dans certains pays », explique Stefano Scarpetta. A ses yeux, un tel scénario n'est pas tenable à long terme.

Croissance ralentie

Pour l'OCDE, les pays riches sont entrés dans une nouvelle ère économique, où la problématique n'est plus la pénurie d'emplois, mais bien **la pénurie de main-d'oeuvre**. Aujourd'hui, des emplois ne sont plus pourvus. « Dans la zone euro par exemple, en avril 2025, une entreprise sur six dans l'industrie et une sur quatre dans les services citait le manque de main-d'oeuvre comme l'un des facteurs limitant la production », relève l'expert de l'organisation.

LIRE AUSSI :

- **Les jeunes Français renoncent aux familles nombreuses, inquiets pour l'avenir**
- **CHRONIQUE – Le vieillissement démographique, un défi pour l'Europe**

Si les gains de productivité se maintiennent aux niveaux actuels, la croissance du PIB par habitant des pays riches, exception faite des Etats-Unis et de l'Irlande, pourrait ralentir de 40 % environ, passant d'un taux annuel déjà modeste de 1 % en 2006-2019 à 0,6 % en 2024-2060 en moyenne.

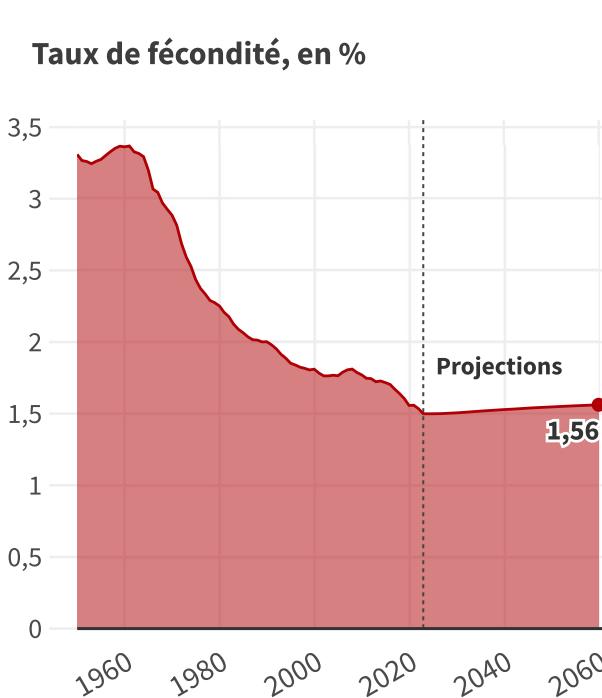
La clé de cette pénurie de main-d'oeuvre, ce sont peut-être les travailleurs seniors qui la détiennent. Dans la mesure où l'on vit plus longtemps et où l'on reste en bonne santé plus longtemps, les personnes âgées peuvent donc travailler plus longtemps. Dans les pays de l'OCDE, l'espérance de vie à la naissance excède aujourd'hui 80 ans, et depuis 2000, plus de 70 % de l'allongement de l'espérance de vie à l'âge de 60 ans correspondent à des années de vie en bonne santé. Dans ce domaine, des progrès considérables restent à accomplir pour favoriser l'emploi des seniors.

L'IA comme solution ?

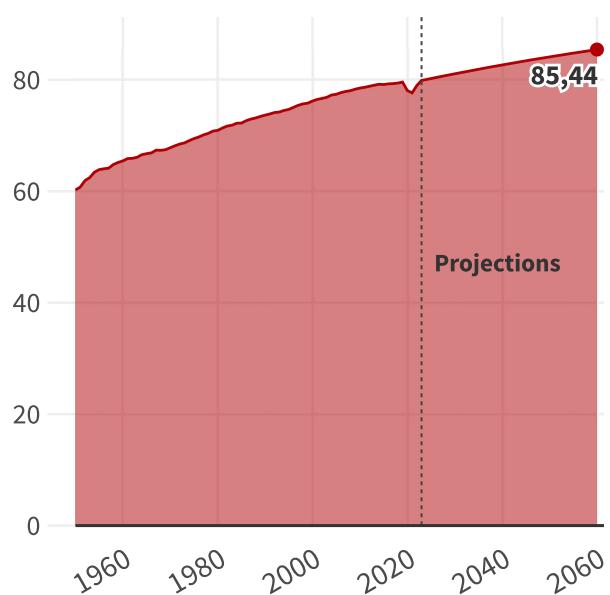
Cela ne s'arrête pas à la simple réforme des retraites qui domine les débats dans de nombreux pays, en particulier en France. « Les pouvoirs publics doivent veiller à ce que les seniors aient les compétences, la santé, le soutien et les possibilités nécessaires pour continuer d'occuper des emplois intéressants », indique Stefano Scarpetta.

Le vieillissement démographique résulte de la diminution de la fécondité et de l'accroissement de la longévité

Parmi les pays membres de l'OCDE



Espérance de vie à la naissance, en années



SOURCES : OCDE, ONU

Créer un environnement de travail adapté, promouvoir la formation et l'employabilité tout au long de la vie professionnelle, encourager la mobilité sont parmi les solutions avancées par l'OCDE. Une autre serait de favoriser l'immigration pour contrer le problème. Mais cela requiert d'augmenter très nettement les entrées nettes. Néanmoins, le surcroît de croissance permis par ces entrées serait faible : de 0,1 à 0,2 point de croissance en plus chaque année.

Face à ce défi démographique, certains experts pensent que la solution viendra **des progrès de l'intelligence artificielle (IA)**. Les robots remplaceraient la main-d'œuvre humaine qui va faire défaut. « L'IA peut certes doper la productivité, mais elle ne peut en aucun cas combler une pénurie de main-d'œuvre humaine ni offrir de solution miracle », avertit Stefano Scarpetta. Et d'ajouter : « La persistance de pénuries de main-d'œuvre en dépit du ralentissement de la croissance économique pourrait nous offrir un aperçu déroutant de l'avenir qui se prépare. »

Le «roaming illimité» vanté par les opérateurs suisses cache souvent son lot de restrictions

Sans limites, vraiment?

SOPHIE GREMAUD

Téléphonie ► Les vacances d'été ont commencé. Et pour tout bon touriste suisse, une précaution s'impose avant même de défaire les valises et siroter le premier cocktail: se soucier des frais de roaming. A chacun sa méthode pour éviter les mauvaises surprises, entre l'achat d'un pack de données, l'activation d'un plafond de dépenses, le passage à l'eSIM (lire ci-dessous) ou, plus radical, la coupure totale de l'itinérance. Et tandis que certains fouillent encore fébrilement les réglages de leur smartphone, d'autres veinards rassurés par leur abonnement à «données illimitées à l'étranger», profitent déjà du soleil. Mais gare aux mauvaises surprises: illimité... Vraiment?

Etudiant à Fribourg, Karim* en a fait l'amère expérience. Parti passer le printemps dans le nord de l'Europe dans le cadre d'un échange universitaire, il a souscrit un abonnement «Europe Max» auprès de l'opérateur Salt. Ce qui l'a convaincu? La promesse d'un accès illimité à internet et aux appels sur le continent. Sur son site, Salt vante d'ailleurs cet abonnement comme «l'abonnement illimité pour voyager en Europe», offrant une «connectivité sans frontières et sans souci dans la zone Europe».

Naviguer à vitesse réduite

Après quelques semaines sur place, Karim commence pourtant à avoir des ennuis. «J'utilisais les données, parfois en partage avec mon ordinateur, mais je me connectais au wi-fi dès que possible, chez moi ou à l'université.» Malgré ces précautions, il reçoit des SMS et des e-mails de Salt. Dans les échanges, que nous avons pu consulter, l'opérateur l'avertit d'un volume «inhabituellement élevé» de données en itinérance et lui demande de «réduire la charge du réseau». Salt l'oriente alors vers sa politique d'utilisation et menace de bloquer le service, voire de résilier le contrat. «Dans un dernier message, le service client m'a carrément expliqué que les abonnements étaient destinés à des clients vivant en Suisse», déplore l'étudiant fribourgeois.

Entre les opérateurs et la clientèle, la notion d'«illimité» prête manifestement à confusion. «Illimité fait référence aux données que nos clients peuvent utiliser sans frais supplémentaires dans une région et une durée définies», explique Swisscom. Du côté de Sunrise, on avance que «le roaming illimité permet à nos clients de surfer sans limites de données dans les pays définis». En réalité, vous l'aurez compris, ces abonnements ne sont pas vraiment sans limites: tous les opérateurs appliquent une «politique d'utilisation raisonnable». Concrètement, le client bénéficie du haut débit jusqu'à un certain seuil (généralement 10, 20 ou 40 Go), au-delà duquel la vitesse de navigation est réduite (généralement à 128 kbytes/s).

LA SUISSE, ÎLOT DE CHERTÉ

En Europe, les frais de roaming ont été abolis en 2017 grâce à une directive européenne. Malgré de nombreuses tentatives restées sans suite sous la Coupole fédérale, Berne n'a pour sa part jamais suivi le mouvement. Certes, chaque coup de pression politique a permis de faire baisser les tarifs, mais les consommateurs suisses continuent de payer – cher – dès que leur téléphone se connecte à un réseau étranger. Selon le dernier rapport de l'Office



Les Suisses paient cher dès que leur téléphone se connecte à un réseau étranger. KEYSTONE

Mais à quel point est-ce limitant? «Dix gigas, c'était beaucoup... il y a dix ans. Aujourd'hui, les vitesses de connexion et la puissance des smartphones en constante évolution permettent une consommation de données toujours plus élevées», rappelle Nicolas Lanthemann, expert numérique responsable chez Liip. A titre d'exemple: un appel audio consomme environ 1 MB par minute, un appel vidéo 5 MB, et une heure de streaming vidéo en qualité standard sur Netflix équivaut à 1 GB de données. En haute définition, on grimpe à 3 GB par heure, et jusqu'à 7 GB en 4K.

«Tout cela reste à nuancer car il y a énormément de facteurs permettant d'optimiser le poids d'une vidéo, tout comme pour l'audio et les images», précise l'expert. Pour ce qui est de la vitesse, il faut être très patient à 128 kbytes/s. A cette vitesse, mieux vaut oublier les vidéos, les réseaux sociaux et même WhatsApp va devenir laborieux.» Pour une personne qui part voyager ou télétravailler à l'étranger, le conseil de Nicolas Lanthemann est

«Mieux vaut souscrire un abonnement local. Ce sera plus rapide et bien moins cher»

Nicolas Lanthemann

sans appel: «Mieux vaut souscrire un abonnement local, illimité, ce sera plus rapide... Et bien moins cher.»

Manque de transparence

Sur les sites des principaux opérateurs du pays, il faut être persévérant pour déceler ce que cache un abonnement «illimité». La mention d'une politique d'utilisation raisonnable apparaît de manières plus ou moins transparentes, dissimulée derrière un petit astérisque ou perdue dans des fiches techniques accessibles après plusieurs clics. En vitrine pourtant, toujours la même promesse: surfer en illimité.

Ce «joli tour de passe-passe pour appâter le chaland» est bien connu de la Fédération romande des consommateurs (FRC) et de ses équivalents alémanique (SKS) et tessinois (ACSI). Depuis 2016, les défenseurs des consommateurs montent régulièrement au créneau aux côtés du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) pour exiger davantage de transparence sur ces offres prétextuellement illimitées. Une pression qui a brièvement porté ses fruits: le slogan

«surfez illimité» avait été subtilement remplacé par «données illimitées». Mais les formules jugées trompeuses ont vite refait surface dans la communication des opérateurs.

Interpellés, ces derniers se défendent en évoquant «une pratique courante dans l'industrie des télécommunications». Selon eux, les règles sont connues des clients, qui sont prévenus par SMS à l'approche, puis au déclenchement de la réduction de vitesse. Enfin, ils «peuvent acheter des packs de données roaming supplémentaires pour surfer à nouveau à pleine vitesse», nous dit-on.

Pour Karim, qui se sent «trompé», cette manière de pousser à l'achat est tout simplement malhonnête. Responsable juridique à la FRC, Aurélie Gigon n'est guère surprise. Elle rappelle: «Les grands opérateurs figurent régulièrement sur le podium des entreprises générant le plus de plaintes auprès de FRC Conseil.» Pour éviter les mauvaises surprises en roaming, une seule vraie solution: lire attentivement les petits caractères... ou déconnecter. LA LIBERTÉ

*Prénom d'emprunt.

Avec l'eSIM, fini le roaming

Pour les voyageurs qui comptent utiliser internet à l'étranger, l'eSIM – aussi appelée SIM numérique ou SIM virtuelle – offre une alternative économique aux packs d'itinérance proposés par les opérateurs suisses.

Intégrée directement dans la plupart des téléphones récents (notamment les iPhone depuis 2018), l'eSIM – aussi appelée SIM numérique ou SIM virtuelle – ne nécessite aucune carte physique à insérer. Son activation se fait via une

app ou en scannant un QR code pourvu par le fournisseur de données. Il suffit ensuite de choisir un forfait selon sa destination et ses besoins, puis de configurer l'eSIM dans les paramètres du téléphone. L'utilisateur peut conserver sa carte SIM actuelle et profiter de deux numéros simultanément.

En plus de la simplicité, l'argument économique est de taille: selon une comparaison effectuée par nos soins, un pack de 5 Go chez un opérateur suisse coûte entre 29,90 et

42,90 francs. Une eSIM équivalente démarre dès 5 francs. La plate-forme lausannoise SimSurf.com compare plus de 50 000 offres de 22 marques spécialisées en eSIM (Airalo, Jetpac, GoMoWorld, Saily, etc.) et permet de dénicher en quelques clics l'offre la plus adaptée selon la durée du séjour, le pays visité et le volume de données souhaité. A titre indicatif, le comparateur recommande une eSIM de 2 Go pour un week-end et de 10 Go pour un séjour de deux semaines. SOG

«Le déploiement des systèmes d'IA va beaucoup trop vite»

TECHNOLOGIE Meredith Whittaker, présidente de la messagerie Signal, partage ses craintes sur les futurs développements de l'intelligence artificielle. L'Américaine estime que les agents soulèvent des questions majeures sur la confidentialité des données et les droits humains

PROPOS RECUEILLIS PAR GRÉGOIRE BARBEY

C'est une voix qui compte en matière de respect de la vie et d'intelligence artificielle. Meredith Whittaker, présidente de la Fondation Signal, basée en Californie, qui gère la messagerie du même nom, était de passage à Genève dans le cadre du sommet international AI for Good organisé cette semaine à Palexpo par les Nations unies. *Le Temps* l'a rencontrée dans son hôtel, peu avant son départ. L'occasion d'approfondir avec cette spécialiste de l'éthique de l'intelligence artificielle, ancienne employée de Google, les enjeux que cette technologie soulève en matière de confidentialité des données. Elle met en garde l'industrie contre un développement trop rapide et non maîtrisé, et critique aussi la volonté du Conseil fédéral d'étendre la surveillance des télécommunications.

Quels défis l'intelligence artificielle pose-t-elle en termes de respect de la vie privée?

C'est une notion vague ayant de multiples définitions. Chez Signal, nous sommes surtout préoccupés par l'essor de l'intelligence artificielle dite agentique, qui promet de réaliser des tâches à notre place pour autant qu'elle puisse avoir accès à nos appareils et à nos données, ce qui porterait atteinte à la confidentialité de nos communications ainsi qu'à leur sécurité.

C'est-à-dire? Pour l'instant, c'est encore très théorique et nous nous basons essentiellement sur la façon dont les entreprises qui conçoivent ces outils les présentent. En tenant compte de leurs promesses, si vous souhaitez déléguer la réservation d'un restaurant à un tel système, et qu'il doit en plus se coordonner avec vos amis pour trouver la bonne date, alors il lui faudra accéder à de nombreux éléments sensibles de votre appareil. D'abord, votre agenda, pour vérifier vos disponibilités. Ensuite, votre plateforme de messagerie, pour se coordonner avec vos amis. Il aura probablement aussi besoin de votre navigateur web, pour chercher le restaurant. Et enfin, il lui faudra bien entendu utiliser votre carte de crédit, pour valider la réservation de l'établissement. Bref, il va requérir des autorisations étendues au sein de vos applications pour mener à bien sa mission. Et puisque les grands modèles de langage seront probablement trop volumineux pour être embarqués, les données qu'ils vont utiliser seront extraites de votre smartphone et traitées sur les serveurs de leurs éditeurs.

Et pourquoi cela pourrait-il affecter Signal? Parce que cela pourrait créer une perméabilité entre le système d'exploitation des appareils et les applications elles-mêmes. C'est regrettable car les utilisateurs ne sont pas avertis de ce risque. Il y a un manque de transparence de la part des entreprises qui conçoivent ces outils. Notre messagerie est utilisée par des millions de personnes à travers le monde parce qu'elle offre une confidentialité robuste. Notre protocole cryptographique est testé et éprouvé depuis plus de dix ans. Notre code source est ouvert et si un utilisateur ne nous fait pas confiance, il peut vérifier lui-même comment l'application fonctionne. Or, si cette



«Nous faisons face à des acteurs technologiques qui sont devenus plus puissants que bon nombre d'Etats»

perméabilité devait se concrétiser, alors cela créerait une vulnérabilité au sein de Signal qui pourrait compromettre sa fiabilité. Ce qui n'aurait pas seulement pour effet de menacer les gens qui développent cette messagerie, mais aussi les personnes qui comptent sur eux pour protéger leurs communications, parfois au péril de leur vie.

Que pouvez-vous faire pour empêcher cela?

Nous devons être très clairs sur les implications que pourraient avoir ces agents sur l'avenir de Signal. Beaucoup de gens utilisent notre messagerie, y compris au sein des géants de la tech ou de l'administration américaine. Toutes ces personnes ont un intérêt à ce que nous puissions continuer notre travail. Nous devons aussi exiger une plus grande transparence de la part des entreprises qui conçoivent ces systèmes, que ce soit sur les données qui seront collectées et traitées, mais aussi sur les options qui seront accessibles aux développeurs d'application pour qu'ils puissent désactiver certains accès.

«Si nous voulons vraiment préserver les droits fondamentaux, nous devons défendre un monde dans lequel la confidentialité est la norme et la collecte de données l'exception»

Le modèle d'affaires des entreprises qui développent ces agents repose en grande partie sur les données. Croyez-vous vraiment qu'elles renonceront à de tels accès?

C'est vrai, ça ne va pas de soi. Mais le développement de ces systèmes menace aussi des entreprises qui génèrent du profit grâce aux données. Regardez Spotify. Je doute vraiment qu'ils verraien d'un bon œil qu'un agent de Microsoft ou de Google puisse accéder à leur application en profondeur pour créer une liste musicale de manière automatisée tout en extrayant des données au passage. Je pense qu'il y a beaucoup d'entreprises qui ont tout intérêt à créer des frontières beaucoup plus claires entre les systèmes d'intelligence artificielle et leurs applications. Et les géants de la tech devraient en tenir compte, car si des applications disparaissent parce qu'elles ne peuvent

plus générer d'argent, alors leurs écosystèmes perdront également de la valeur. Tout ce développement va beaucoup trop vite. C'est préoccupant de voir que des systèmes qui n'ont pas été audités ni validés et qui demeurent opaques sont aujourd'hui déployés à grande échelle, y compris dans des domaines sensibles au cœur des gouvernements et de l'économie mondiale.

Est-ce que des sommets comme AI for Good, en réunissant les différentes parties prenantes, peuvent contribuer à faire évoluer la situation? Nous faisons face aujourd'hui à des acteurs technologiques qui sont devenus plus puissants que bon nombre d'Etats. Ces processus de discussion entre les Etats, les entreprises et la société civile sont importants, mais ils ont surtout pour effet de produire plus de documentation. Nous devons aujourd'hui réfléchir à la manière dont nous pouvons imposer à cette industrie l'adoption de normes et de standards réellement ouverts. Si nous avions été intelligents, nous l'aurions déjà fait, car ce sont des règles d'hygiène élémentaires. Mais nous avons laissé le battage médiatique et le désir de profits rapides prendre le dessus.

Comment se porte Signal? Nous sommes une organisation à but non lucratif et nous pouvons compter sur un large soutien, ce qui nous permet de continuer à investir dans la recherche pour renforcer la confidentialité des communications. Une cinquantaine de personnes travaillent pour Signal, et nous pouvons compter sur un budget annuel d'environ 50 millions de dollars. Un tiers de ce montant provient de petites contributions de l'ordre de 5 à 20 dollars. Le reste est issu de dons plus importants.

Au-delà de l'intelligence artificielle, il y a aussi la question du chiffrement. Celui-ci est de plus en plus souvent attaqué par les législateurs. Ça vous inquiète? Oui, bien sûr. Nous avons d'ailleurs été choqués de voir que la Suisse envisageait de renforcer la surveillance de masse par ordonnance, ce qui aurait pour effet de contourner la loi et le parlement. Ce pays est connu pour son engagement en matière de confidentialité, nous avons donc été surpris qu'une démarche aussi extrémiste et contraire au respect de la vie privée ait pu être portée par les autorités suisses. Aujourd'hui, si nous voulons vraiment préserver les droits fondamentaux des êtres humains, nous devons défendre un monde dans lequel la confidentialité est la norme et la collecte de données l'exception.

Que faites-vous pour convaincre les gens d'utiliser votre application plutôt que WhatsApp ou Telegram? Nous faisons en sorte de proposer la meilleure expérience aux utilisateurs en matière de communication, y compris en respectant leur vie privée.

Lorsque Meta revient sur sa promesse de ne pas monétiser les données de WhatsApp à des fins publicitaires, ça vous réjouit? Je pense que la multinationale a commis beaucoup d'erreurs ces derniers temps qui remettent en cause son engagement en matière de confidentialité des communications. La publicité en est une, mais il y a aussi eu l'intégration de Meta AI, son intelligence artificielle générative.

Combien d'utilisateurs revendiquez-vous? Nous n'avons pas ce chiffre, mais notre application a été téléchargée des centaines de millions de fois. Cela donne un ordre d'idée. ■



Der Zugang zur Deepfake-Software ist sehr einfach, manchmal sogar kostenlos. Foto: Imago

Wie Firmen sich gegen Deepfakes wehren können

Künstliche Intelligenz Die Bedrohung durch Betrug mit KI nimmt zu und führt in der Wirtschaft zu Milliardenverlusten. Unternehmen müssen sich organisatorisch wappnen.

Bernhard Kislig

Anfang 2024 erhielt eine Buchhalterin in der Hongkonger Niederlassung des international tätigen Planungs- und Beratungsunternehmens Arup Group per Videoanruf Anweisungen ihres Finanzleiters und weiterer Führungskräfte aus dem Hauptsitz in London. Sie forderten sie auf, eine Überweisung an ein externes Konto zu tätigen. Was sie nicht wusste: Alle Personen waren mit KI generierte Fälschungen. Betrüger hatten deren Erscheinung, Mimik und Stimme täuschend echt simuliert. Die Mitarbeiterin überwies umgehend 25 Millionen US-Dollar, die sofort weitertransferiert und somit verloren waren.

Dieses Beispiel für Deepfake-Betrug per Live-Video zeigt das Schadenspotenzial dieser Technologie. Deepfakes sind mit künstlicher Intelligenz erzeugte Medieninhalte – meist geht es um Videos, Audiodateien oder Bilder. Das «Fake» steht für Fälschung.

Neue Dimension des Betrugs

Solche Vorfälle unterstreichen die neue Dimension des Betrugs: Die Opfer handeln selbst, überzeugt von der Echtheit der Manipulation. So heben Betrüger die klassischen Sicherheitsvorkehrungen aus. Unternehmen stellt das vor neue Herausforderungen.

Das Wirtschaftsprüfungs- und Beratungsunternehmen Deloitte schätzt, dass allein in den USA die Schäden durch Deepfake-Betrug bei Unternehmen von 12,3 im Jahr 2023 auf 40 Milliarden Dollar im Jahr 2027 zunehmen. Das in der Identitätsverifikation tätige Unternehmen Regula führte in den Jahren 2022 und 2024 internationale Um-

fragen zu solchen Betrugsfällen durch. Das Ergebnis: Der durchschnittliche Schaden durch solche Betrugsfälle je Unternehmen stieg in diesem Zeitraum von 230'000 auf 450'000 Dollar. Bei Finanzinstituten lag er höher.

Der Grund für den Anstieg ist der einfache Zugang zur Technologie. Die dafür notwendige Software ist in der Anwendung nicht kompliziert – viele Produkte stehen sogar kostenlos zur Verfügung. Und dank zunehmend ausgereifter Technologie wirken die Ergebnisse je länger je überzeugender. So ist es heute beispielsweise möglich, nicht nur Stimme und Tonlage, sondern beispielsweise auch den Akzent einer fremden Sprache nachzuahmen. Bild und Ton schaffen Vertrauen. Zudem provozieren Betrüger in der Regel Zeitdruck und emotionalen Stress: Die angeblichen Vorgesetzten beschreiben eine Notsituation, die sofortiges Handeln erfordert. Angestellte zögern dann eher, die dringenden Anweisungen zu hinterfragen.

Die schnelle Entwicklung und Zugänglichkeit von Deepfake-Technologien stellt traditionelle Sicherheits- und Kontrollsysteme vor Herausforderungen. Bislang verliessen sich Unternehmen auf etablierte Verfahren zur Verifizierung von Identitäten und zur Authentifizierung von Kommunikationen. Dazu gehören biometrische Merkmale, visuelle Dokumentenprüfungen oder Stimmabdrucksysteme beim Telefonbanking. Deepfakes zielen jedoch genau auf diese Schwachstellen ab. Künstlich erzeugte Gesichter können Passfotoqualität erreichen und Blinzeln oder Kopfbewegungen simulieren, wodurch einfache Checks umgangen werden.

Künstlich erzeugte Gesichter können Passfotoqualität erreichen und Blinzeln oder Kopfbewegungen simulieren.

Rechtsanwalt Fabian Teichmann von der Teichmann International AG hat sich in einem Beitrag in der juristischen Fachzeitschrift «Jusletter» mit der Frage auseinandergesetzt, wie sich Unternehmen gegen Betrugsversuche mit Deepfakes wehren können. Er nennt unter anderem die nachfolgenden organisatorischen Massnahmen und technischen Hilfsmittel:

— **Striktes Vieraugenprinzip:** Bei ungewöhnlichen Zahlungsaufforderungen sollte es Pflicht sein, bei einer anderen Person eine Zusage oder über andere Kanäle eine schriftliche Bestätigung einzuholen. Ein Rückruf darf nur über eine bekannte Nummer erfolgen und nicht über einen Kontakt, den Vorgesetzte im Videocall nennen. Unternehmen können zudem für Notfälle auch ein Codewort vereinbaren, das Betrüger nicht kennen.

— **Mitarbeiter Schulungen:** Insbesondere Mitarbeitende, die Zahlungen auslösen können, sollten regelmäßig Schulungen zu Deepfake-Betrugsmethoden besuchen. Simulationsübungen können das Bewusstsein schärfen. Mitarbeitende müssen sich zutrauen, auch Anweisungen von ihren Vorgesetzten zu verifizieren, und die dafür notwendige Rückendeckung erhalten.

— **Zurückhaltung bei sozialen Medien:** Schon wenige gesprochene Worte können ausreichen, um mit KI eine Stimme zu imitieren. Es ist ratsam, wenn Verantwortungsträger in sozialen Medien mit Video- und Bildmaterial zurückhaltend umgehen.

— **Erkennungssoftware:** Software, die Videos und Bilder auf typische Artefakte oder Inkonsistenzen scannt, kann helfen, Verdachtsmomente auszulösen. Diese Software kann Deepfakes aber nicht mit absoluter Sicherheit erkennen.

Prüfmethoden ergänzen

Neben dem «CEO-Fraud», bei dem ein angeblicher Geschäftsführer per Videocall eine Zahlung veranlasst, besteht ein weiteres Risiko für Finanzdienstleister. Bei der Online-Kontoeröffnung können Kriminelle mit KI täuschend echt gefälschte Ausweisdokumente erstellen. Auch Videoaufnahmen beim Identifizierungsprozess lassen sich künstlich erstellen.

Banken müssen traditionelle Prüfmethoden ergänzen, um durch KI erstellte Fälschungen zu erkennen. Teichmann empfiehlt auch technische Hilfsmittel, die künstlich erstellte Ausweispässe erkennen können. Diese erkennen etwa ungewöhnliche Artefakte oder stellen fest, wenn ein Bild in einer öffentlichen Datenbank vorhanden ist. Letzteres kann ein Indiz für eine Fälschung sein. Hilfreich ist auch eine erweiterte Dokumentenprüfung, die etwa Hologramme auf Ausweispapieren einbezieht. Dies kombiniert mit einer Zweitprüfung durch Menschen bei Unstimmigkeiten. Mehr Sicherheit schafft im Zweifelsfall eine zusätzliche Identifikation am Schalter.